

Au Pérou comme en Belgique



*Des associations face
à la pauvreté infantile*

La pauvreté des parents, c'est aussi la pauvreté des enfants. C'est ce qu'on appelle la transmission générationnelle de la pauvreté. Pour en venir à bout, il convient de s'attaquer à la racine du mal, à savoir le manque de moyens qui empêche de nombreux parents de subvenir aux besoins de leur famille. Face à cet enjeu, les associations dites 'de terrain' accompagnent les enfants et les jeunes en difficulté dans leur parcours scolaire et social. À la mesure de leurs moyens – malheureusement toujours insuffisants -, elles contribuent à aplanir les inégalités sociales. C'est vrai en Belgique ; ça l'est aussi au Pérou, le pays de Juan Carlos Llanos Ramirez, responsable de Chibolito, une association qui travaille avec les enfants de la rue à Cajamarca, venu en Belgique nous rendre visite.

Lors de son séjour en Belgique, dans le cadre de la campagne de carême d'Entraide et Fraternité, Juan Carlos a rencontré plusieurs associations actives sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'occasion de prendre conscience que, si les contextes des deux pays sont différents, le secteur associatif fait face aux mêmes défis et aux mêmes difficultés, même si c'est à des degrés divers. Et de rappeler que ces associations, ici comme là-bas, tentent de combler les lacunes des pouvoirs publics qui faillissent à leur devoir de tout mettre en œuvre pour rendre effectifs les droits humains pour toutes et tous.



La pauvreté des enfants¹ devrait être une priorité politique à au moins deux égards : d'une part, elle est une injustice flagrante puisqu'elle constitue dès la naissance un handicap sur la voie de l'émancipation du futur adulte, de son épanouissement et de sa participation à la société ; d'autre part, elle a des conséquences sur la société dans son ensemble. En outre, la pauvreté peut mener le jeune vers la délinquance. Les prisons sont majoritairement peuplées de personnes qui ont connu la misère dans leur enfance et leur adolescence. Une question de sécurité donc, mais aussi – argument à même de toucher les responsables politiques et leurs électeurs - de deniers publics : ce sont nos impôts qui financent la police, les prisons ou la sécurité sociale. C'est enfin et surtout une question de droits humains : Bernard De Vos, l'ancien Délégué général aux droits de l'enfant, affirmait qu'« *aucun des articles de la Convention internationale des droits de l'enfant ne résiste à l'épreuve de la pauvreté* ».

Assurer la justice sociale pour toutes et tous, voilà qui est en toute logique le rôle d'un gouvernement démocratique. Pourtant, les politiques néolibérales plus ou moins assumées par nos élu·es depuis des décennies ont *de facto* largement laissé cette mission au monde associatif avec des financements toujours trop précaires et insuffisants. Notre système de sécurité sociale, pour performant qu'il soit – surtout en comparaison avec d'autres pays comme le Pérou – ne suffit pas à éradiquer le fléau de la pauvreté infantile. En effet, au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles, un enfant sur cinq est considéré en état de privation².

Au Pérou, l'engagement du gouvernement laisse encore plus à désirer : les partenaires d'Entraide et Fraternité, présents en Belgique lors de la campagne de carême 2025, expliquent que le gouvernement est tout bonnement aux abonnés absents quand il s'agit des membres des populations indigènes ou d'origine indigène, considérés comme des citoyens de seconde zone. Là où elles sont majoritaires, soit dans les Andes, en Amazonie et dans les quartiers populaires des grandes villes, les associations, plus que de combler les lacunes des politiques sociales comme c'est le cas chez nous, les remplacent purement et simplement.

¹ On parle ici des enfants et des jeunes de moins de 18 ans.

² Délégué général aux droits de l'enfant, *Droits de l'enfant. Tous incasables ?*, Rapport annuel 2023-2024, Bruxelles, 2024, p. 61.

Manque de moyens pour lutter contre la pauvreté

À ce titre, des rencontres entre des partenaires péruviens d'Entraide et Fraternité et des associations, partenaires d'Action Vivre Ensemble, qui travaillent avec des jeunes en Belgique prennent tout leur sens. **À l'inverse de la dynamique habituelle « les pays riches aident les pays pauvres », Juan Carlos Llanos Ramirez et les responsables de ces associations étaient entre collègues, pour partager leurs expériences et leurs stratégies. Et les Belges avaient peut-être plus à apprendre que le Péruvien.**

Juan Carlos Llanos Ramirez coordonne *Chibolito* une association qui fournit un appui psycho-social aux enfants et adolescent·e·s vivant dans l'extrême pauvreté à Cajamarca, au nord du Pérou. En moyenne, *Chibolito* accompagne 70 jeunes chaque année.

Travail infantile ?

Si le travail des enfants nous semble, en Belgique, inadmissible, *Chibolito* défend un point de vue plus nuancé dicté par la réalité du terrain. Vu l'ampleur de ce phénomène dans les grandes villes péruviennes et la situation socio-économique du pays, l'association considère qu'il lui est malheureusement impossible d'interdire le travail des enfants. L'association travaille donc au respect des droits des enfants-travailleurs – notamment en tentant de les préserver de la violence de la rue. Ce faisant, elle œuvre aussi à ce que ces enfants puissent avoir une scolarité normale, allant pour certain·es jusqu'à l'université.

Une réalité qui évoque, en miroir, l'évolution récente de la législation sur le travail étudiant en Belgique, à savoir l'abaissement de l'âge minimum à 15 ans et la possibilité de travailler jusqu'à 650 heures par an. Ces changements sont au bénéfice des employeurs. Pour les étudiants, et particulièrement les plus précarisés, c'est tout l'inverse puisque le risque est grand de voir le job étudiant mettre en péril la réussite des études.

Voir à ce sujet les analyses d'Action Vivre Ensemble *Jobs étudiants. Qui gagne, qui perd ?* (disponible sur <https://vivre-ensemble.be/publication/analyse2025-1/>) et *Etudiant·e et précaire. La galère n'attend pas le nombre des années* (disponible sur <https://vivre-ensemble.be/publication/analyse2025-06/>).

Le jeudi 27 mars, Juan Carlos Llanos Ramirez a donc rencontré une quinzaine d'animateurs et animatrices de l'asbl *Atout Projet* qui coordonne divers projets socio-culturels en lien avec la jeunesse en région bruxelloise.



Un constat s'est imposé d'emblée : **le manque de moyens consacrés à la lutte contre la pauvreté est un phénomène mondial.** Au Pérou comme en Belgique, les associations ou institutions socio-culturelles manquent de subsides, d'infrastructures pour mener à bien leurs missions. Chaque asbl, maison de quartier ou maison de jeunes lutte au quotidien pour pouvoir remplir correctement sa mission. La rencontre a donc permis d'échanger sur les pratiques et

stratégies mises en place dans ce contexte difficile. De l'aveu des différent·es intervenant·es, ce moment était d'autant plus important que (très) rares sont les occasions de discuter entre collègues d'autres associations, *a fortiori* entre collègues de différents pays.

Plusieurs éléments ressortent de ces échanges. **Outre le constat partagé du manque de moyens, Chibolito et Atout Projet ont mis en avant la dégradation de la situation socio-économique de leurs pays respectifs.** Certes, les problèmes belges n'ont pas (encore) l'intensité des problèmes péruviens. Toutefois, la pauvreté et l'exclusion sociale sont une réalité dont souffre une trop grande partie de la jeunesse belge. D'après la Fondation Roi Baudouin, 25% des enfants wallons et 40 % des enfants bruxellois vivent en-dessous du seuil de pauvreté³. L'urgence est donc bien réelle ! Les animateurs et animatrices d'*Atout Projet* ont donc insisté sur la nécessité d'apprendre de *Chibolito* afin de se préparer à affronter une dégradation constante de la situation.



Rencontre avec Atout Projet (mars 2025)

S'outiller face aux politiques néo-libérales

Juan Carlos Llanos Ramirez, fort de son expérience de terrain, a partagé la résilience communautaire dont font preuve au quotidien les enfants et éducateurs/éducatrices de *Chibolito*. Il a donc contribué à outiller les associations bruxelloises rencontrées pour faire face à la multiplication des crises sociales, politiques et environnementales.

Son témoignage résonne évidemment beaucoup dans le milieu socio-culturel bruxellois. Comme mentionné par les animateurs et animatrices d'*Atout Projet*, le système social belge est mis à mal. Ce fait n'est pas nouveau mais les gouvernements issus des élections de juin 2024 accentuent cette tendance en menant des politiques ouvertement anti-sociales⁴. Et les enfants ne seront pas épargnés, au même titre que les associations qui les accompagnent. Car, c'est une évidence que certain·es nos élu·es semblent parfois oublier⁵ : des enfants et des jeunes sont pauvres... parce qu'ils vivent dans une famille pauvre. La limitation des allocations de chômage à deux ans, par exemple, ne va pas manquer de réduire drastiquement les revenus de certaines familles, car

³ *Pauvreté des enfants (fonds)* dans Fondation Roi Baudouin, <https://kbs-frb.be/fr/pauvrete-des-enfants-fonds>.

⁴ Pour plus d'informations à ce sujet, voir l'analyse *L'Arizona à l'assaut de la social-démocratie. Une offensive anti-sociale* d'Action Vivre Ensemble, disponible sur <https://vivre-ensemble.be/publication/analyse2025-04/>.

⁵ On pense notamment à l'opération *Viva for Life* où des ministres s'émeuvent en public du sort des enfants pauvres et allongent un chèque, alors qu'ils mettent par ailleurs en œuvre des politiques qui appauvrissent les parents.

tou·tes les exclu·es de l'assurance chômage n'auront pas nécessairement droit au revenu d'intégration sociale.

Plus globalement, en Europe comme ailleurs, la tendance n'est pas à la réduction des inégalités sociales, c'est le moins que l'on puisse dire.

Or, la destruction, même partielle, de la sécurité sociale n'est pas sans conséquences graves pour la société tout entière. Car la pauvreté et toutes les dérives qu'elle engendre (sur la santé et l'emploi notamment) coûtent, comme le disait Emmanuel Macron « *un pognon de dingue* », qu'il serait plus avisé de consacrer à lutter contre ses causes.

Autrement dit « *Penser le changement plutôt que changer le pansement* »⁶...



Narcotrafic et pauvreté : ici et là-bas

De plus, condamner des centaines voire des milliers de personnes à la pauvreté signifie, exemple parmi d'autres, aggraver la délinquance et notamment fabriquer des cibles de choix pour les trafiquants de drogue. Le fait est bien connu et depuis longtemps ! **Les réseaux criminels de tout type recrutent en priorité leurs « petites mains » parmi les jeunes de milieux précarisés pour qui leurs fausses promesses d'argent facile suscitent bien des tentations en raison d'une vie quotidienne très difficile. Avec les récentes fusillades à Anderlecht ou Ixelles, la région bruxelloise se trouve maintenant en première ligne de cette crise sociale et sécuritaire**⁷. Chibolito constate également ce phénomène, mais depuis bien plus longtemps. Face à une situation sociale toujours plus critique, les éducateurs et éducatrices de l'association ont constaté l'emprise des narcotrafiquants et de leur violence sur une partie de la jeunesse locale.

D'après l'expérience de Chibolito, c'est clair : si rien n'est fait, la Belgique risque de se retrouver avec une situation de violence similaire à celle du Pérou. Une violence que les associations de terrain, malgré leur inlassable travail d'accompagnement des enfants et des jeunes, ne pourront

⁶ Titre de la recherche participative publiée par Action Vivre Ensemble en 2022, disponible sur <https://vivre-ensemble.be/publication/etude-pauvretes/>

⁷ Des mineurs livrés à eux-mêmes recrutés par des réseaux de drogue à Bruxelles dans BRUXELLES TODAY, voir <https://www.bruxelstoday.be/actualite/mineurs-reseaux-drogue.html#:~:text=Une%20enqu%C3%AAt%20de%20la%20RTBF%20r%C3%A9v%C3%A8le%20comment%20des,exploit%C3%A9s%20comme%20petites%20mains%20du%20trafic%20de%20drogue.>

enrayer ; elles ne peuvent que « limiter la casse » grâce au volontarisme et à l'engagement de ses travailleurs et travailleuses et leur mise en réseau. Le fait de se connaître, de se réunir de façon formelle ou informelle, de partager pratiques et informations, tout cela permet un renforcement et un soutien mutuels, mais aussi de faire mieux entendre nos voix auprès de nos décideurs et décideuses. Juan Carlos Llanos Ramirez constate que cet aspect « inter-associatif » manque à Cajamarca où *Chibolito* travaille de façon assez isolée. *A contrario*, la Belgique francophone a la chance de compter sur un secteur associatif très développé. De plus, certaines associations, telle que Action Vivre Ensemble, travaillent justement à cette mise en réseau.

Conclusions

Il nous revient de renforcer ce maillage associatif et de le connecter encore plus avec d'autres secteurs (syndicats, monde de la culture, de l'écologie, de l'agriculture), d'autres modes de lutte (désobéissance civile, actions médiatiques...) et d'autres acteurs et actrices ailleurs dans le monde. Non seulement pour **réclamer les moyens nécessaires à la mission des associations, mais aussi pour dénoncer des politiques publiques qui fabriquent de la pauvreté et réduisent le financement des associations qui en sont réduites au rôle de rustines, faute d'espérer une société plus juste.**



Manifestation contre l'Arizona (février 2025)

Car '*tout est lié*' et lutter contre la pauvreté des enfants et des jeunes, cela implique aussi leur préparer une société où les droits humains sont une réalité, qu'il s'agisse du droit à un niveau de vie digne, à un environnement sain ou à la participation démocratique. Ici comme au Pérou.

Alexandre Blanchart
Chargé d'éducation et d'analyses

Isabelle Franck
Chargée de mobilisation, d'analyses et études

Analyse disponible sur
www.vivre-ensemble.be

Exemplaire sur demande :

T. 02 227 66 80
info@vivre-ensemble.be



Rue du Gouvernement Provisoire 32 - 1000 Bruxelles
T. 02 227 66 80 | contact@vivre-ensemble.be

www.vivre-ensemble.be